

**GASPILLAGE, MALFAÇON ET PERMANENCE**

# Les mises en garde de la Fédération des consommateurs

**Le forum de DK news a accueilli ce matin la Fédération algérienne des consommateurs, venue mettre en garde contre le gaspillage, la malfaçon et a également appelé à la modération.**

**Mounira Amine-Seka - Alger (Le Soir)** - M. Zaki Hariz, président de la FAC, a déclaré être «satisfait des prix relativement bas de presque tous les produits, lors de ce mois sacré, y compris des fruits et légumes, bien que la viande rouge soit restée quasiment intouchable pour les petites bourses. Le manque de certains produits se fait sentir dans certaines régions du pays, depuis l'arrêt de leur importation. Seulement, il fallait mettre un plan de production et voir ce qu'il pourrait donner, pour ensuite, cesser les importations».

Le nouveau phénomène relevé par la FAC, depuis ces deux dernières années, c'est que 30% de familles procèdent à l'achat des vêtements de l'Aïd, aux premières semaines du Ramadhan. «Nous aimerions dire aux familles de choisir des vêtements fabriqués à au moins 30% de matières naturelles, comme le coton, la laine etc. Nous estimons un budget allant de 25 à 30 000 DA pour habiller 3 enfants», a déclaré le président de la FAC, ajoutant que les consommateurs ont réellement besoin à ce que les produits qu'on leur propose sur les étalages puissent passer d'abord par un laboratoire de contrôle répondant aux normes internationales. Concernant le gaspillage, M.

Mohamed Abidi, le vice-président, a parlé de pas moins de 8 millions 200 000 familles composées de 5 personnes qui d'habitude, dépensent aux alentours de 36 000 DA par mois, se retrouvent à dépenser dans les 75 000 DA, durant le Ramadhan. Un mois durant lequel les consommateurs jettent jusqu'à 300 millions de baguettes de pain de 250g, ce qui revient au prix exorbitant de 8 millions de dinars. Parlant de boissons, le même responsable nous apprend que 11 millions de litres de boissons sont

fabriqués par jour, dont 50% finissent périmés et jetés dans la nature, ce qui représente, en plus des pertes financières, un déchet de plus qu'il faudrait gérer. Toutes ces boissons, jetées ou pas, comprennent 120 g de sucre dans le litre d'eau, alors que le ministère de la Santé a appelé l'ensemble des fabricants à en diminuer la quantité pour arriver au taux de 80 g.

Quant à la permanence que devraient tenir les 35 785 commerçants à travers le territoire national le jour de l'Aïd, on en compte 4 700 boulangeries et 23 000 épiceries ou ce qu'on appelle «les alimentations générales». «Il est vrai qu'ils ont également le droit de fêter l'Aïd



Photo : DR

**Les prix des fruits et légumes ont été relativement bas ce Ramadhan.**

avec leurs proches et familles, mais il faudrait également qu'ils trouvent une alternative pour assurer un service minimum aux consommateurs.»

**M. A.-S.**

**COMMERCE EXTÉRIEUR**

## Le port d'Alger n'a pas connu de répit malgré les restrictions sur les importations

**L'entreprise portuaire d'Alger (EPAL) a enregistré une augmentation de 5% de son chiffre d'affaires lors des cinq premiers mois de l'année en cours par rapport à la même période de l'exercice précédent.**

Une augmentation que l'EPAL explique dans un communiqué diffusé hier par la hausse de sa productivité. Ainsi, le chiffre d'affaire de l'entreprise a atteint 4,39 milliards DZD au 31 mai 2017, contre 4,18 milliards DZD durant la même période de 2016. «Les rendements portuaires, explique-t-on, étant

en nette amélioration, l'attente des navires en rade a diminué comparativement à la même période de 2016». «L'attente en rade est passée d'une journée et demie en 2016 à 14 heures et demie 2017. Aussi, la durée moyenne des séjours à quai des navires a nettement baissé de 10 heures, durant la période de comparaison», a indiqué l'EPAL. Et, les mois d'avril et mai ont vu le trafic de conteneurs nettement augmenter : près de 11% en équivalent vingt pieds (EVP) par rapport à la même période de 2016.

L'EPAL a par ailleurs annoncé qu'une réunion a été tenue avec les consignataires,

acteurs majeurs de la gestion du trafic des marchandises. Il a été ainsi convenu entre les deux partenaires de simplifier un nombre de démarches administratives et la réduction des coûts : «Respecter le programme de traitement des navires établi par la commission de zone, le dépôt d'un bon de commande unique, la réduction des coûts d'escale, la facturation en temps de travail réel, le traitement direct des navires sans détention du manifeste électronique et l'établissement d'une étude sur les possibilités de recourir à un tarif unique».

**L. H.**

**IMMOBILIER**

## Bras de fer à la coopérative Afak

**Un véritable bras de fer est engagé entre les partisans actuels de l'ex-président de la coopérative Afak et les adhérents, anciennement membres de l'assemblée générale, toujours en attente de leurs logements. Bien qu'une action en justice ait été intentée contre l'ex-président de la coopérative, M. K. Abdelkader, et bien qu'ils aient eu gain de cause, ces derniers n'arrivent toujours pas à s'enquérir de l'évolution des étapes, bien que bon nombre d'entre eux ait payé la quasi-totalité de la somme.**

Pour «usurpation de qualité, construction sans permis de construire, escroquerie et détournement de fonds propres», le tribunal de Koléa a condamné K. Abdelkader, actuellement en fuite, à 5 ans de prison fermes avec une amende de 500 000 DA. Un mandat d'arrêt a également été lancé contre lui.

La coopérative Afak qui a réalisé la résidence de Sebbala et celle de Birkhadem, toutes deux sises dans deux communes différentes dans la banlieue d'Alger, ne répondent pas à la loi, sur le plan administratif. Pour la résidence de Sebbala, l'arrêt des comptes (bilan financier) n'a toujours pas été fait. Pour cause, la comptabilité «se faisait comme pour une épicerie», admet un des responsables du chantier de Khraïcia, soulignant que «nous nous sommes bien rattrapés en recrutant un commissaire aux comptes dès 2011». A ce sujet, les adhé-

rents en colère déclarent que des milliards ont été brassés entre le tout premier projet de Sebbala, en 1999, et la remise des logements de Birkhadem, en 2004 «et ça continue», soupire une adhérente. Quant à la résidence Afak I de Birkhadem, baptisée également Résidence El-Kerma, aucun papier n'a été obtenu afin de la réaliser de manière légale.

Comment cette région connue pour sa terre fertile et agricole, s'est vu pousser une résidence d'une telle ampleur, pas seulement sans permis ni agrément, mais sans même qu'aucune institution, ni administration, ni même une simple brigade de l'Inspection générale de l'urbanisme et de la construction (IGUC) ne s'en soient inquiétées, durant les 4 années de réalisation allant de 2000 à 2004 ? Bien que la parcelle de terrain soit située au bord de la très fréquentée autoroute reliant la sortie de la capitale vers la wilaya de Blida,

personne n'a remarqué la construction d'une véritable cité au cœur d'un verger.

**Fusion des projets et confusion des appellations**

Pour la réalisation de la résidence Sebbala, sous l'appellation de Afak, K. Abdelkader avait obtenu un agrément, lui permettant d'ouvrir un compte bancaire au niveau de l'Arab Banking Corporation (ABC). Seulement, pour Afak I et Afak II, sises respectivement à Birkhadem et Khraïcia, aucun agrément, ni permis de construire n'ont été obtenus. «D'ailleurs, rappelle un adhérent, Afak I est bâtie sur un terrain agricole.

Pour revenir au compte bancaire, n'ayant pas d'agrément, ni de permis de construire pour les deux autres projets, K. Abdelkader a fait une fusion des deux projets (Afak I et Afak II) en leur attribuant le nom d'Afak, ce qui prête à confusion entre Afak Sebbala et Afak qui regroupe les deux autres projets. Lorsque la banque s'est aperçue de la supercherie, elle a soldé les comptes de la coopérative et M. K. en a ouvert un autre à la Banque de développement local. La BDL, ne s'est-elle pas rendu compte ? On se le demande !», s'emporte-t-il.

Au niveau de la résidence de

Birkhadem, huit blocs se dressent à l'entrée. Le premier sert de centre commercial, le second de bureaux, le troisième reste fermé et les cinq du fond ont été loués par la banque Société Générale. «Sincèrement, je ne sais pas comment une aussi grande banque puisse louer un tel espace, alors que le propriétaire ne dispose d'aucun papier conforme, se demande un adhérent, sauf s'il y a complicité du notaire.»

En effet, pour louer un bien, il faudrait avoir l'acte de propriété. Or, comme expliqué précédemment, cette résidence a un dossier vide, puisqu'elle a été réalisée sans agrément, ni permis de construire.

Dans toutes ces histoires, comment tous ces adhérents et bénéficiaires ne se sont pas rendu compte que leurs futurs logements étaient réalisés sans aucun agrément ni permission d'aucune administration concernée ? Comment de tels projets, aussi lourds, peuvent être érigés sans que les services de l'urbanisme de la wilaya et des différentes communes, ou encore l'organisme national de Contrôle technique de la construction (CTC), ni même la police urbaine n'interviennent ? Quand bien même les dizaines d'adhérents s'étaient rendu compte, pour-

quoi ne se sont-ils pas manifestés au niveau des administrations concernées pour tenter d'avoir les papiers nécessaires, ou comp-taient-ils, peut-être, sur la mise en conformité des lieux ?

Concernant le terrain de Khraïcia, où 1 388 logements devraient être construits, la clôture et les voiles ont été partiellement démolis par l'IGUC, selon les documents fournis par les deux parties. Le problème qui se pose au niveau de ce terrain qui n'est pas intégré dans le secteur urbanisable, c'est qu'une canalisation de gaz naturel à haute pression passe à 200 mètres, de la clôture, selon le courrier de l'APC Khraïcia qui s'appuie sur celui de la Sonelgaz. Seulement, un autre courrier, émanant du Plan directeur d'aménagement et d'urbanisme de la ville d'Alger (PDAU), «confirmera dans les meilleurs délais, l'intégration du site dans le secteur urbanisable, à toutes opérations de viabilisation et de construction», peut-on y lire sur le document daté du 15 mai 2012.

A en croire les écrits émanant des différentes administrations, un autre bras de fer est engagé à ce niveau-là, pendant que les adhérents restent dans le désarroi le plus total.

**M. A.-S.**